

RÉGIONS

Remède de cheval dans le social

Face à la crise, Bienne change de braquet pour réinsérer les personnes à l'aide sociale. Le projet pilote FocusTravail est lancé.

MERCREDI 27 JANVIER 2021 ALAIN MEYER



Le programme s'adressera aux nouveaux inscrits à l'aide sociale mais également à quelque mille quatre cents bénéficiaires de longue date. KEYSTONE/IMAGE D'ILLUSTRATION

BIENNE ► Alors que le taux de chômage enflé depuis neuf mois à Bienne en raison de la pandémie (6,3% en décembre contre 4,4% en mars 2020), la Ville ne veut plus tergiverser et entend extraire des statistiques une partie des quelque 3500 personnes (chiffres à fin 2019) au bénéfice de l'aide sociale.

Pour ces derniers, Bienne affiche un taux avoisinant les 11%, l'un des plus élevés du pays. D'autant qu'avec la crise, de nombreux chômeurs-ses en fin de droits basculeront dans les prochains mois vers ce système. Parmi celles et ceux déjà inscrits-tes, beaucoup végètent à l'aide sociale depuis longtemps en dépit des projets de réinsertion lancés par les autorités. Mais de l'aveu même des responsables, les dits projets n'ont jamais offert de perspectives réelles aux personnes concernées.

Dynamique de groupe

«Rien... est quelque chose que l'on connaît bien dans le domaine des affaires sociales à Bienne», admettent les autorités locales dans un rapport publié mardi. Et le Covid a bouleversé la donne. «Nous redoutons une hausse des inscriptions à l'aide sociale vers la fin de cette année et début 2022», projette Thomas Michel, responsable des Affaires sociales de la Ville. «Des mesures exceptionnelles sont nécessaires», justifie son supérieur, l'élue UDC Beat Feurer, directeur d'un dicastère qu'il a voulu céder, en vain, au début de cette législature, le Municipal l'ayant confirmé à son poste.

Alors, aux grands maux les grands remèdes. Bienne entend s'attaquer à la totalité des dossiers pendant en renonçant à «perdre» plus de temps dans des petits projets abandonnés, trop coûteux ou aux effets faibles. D'où l'idée de constituer, dès janvier 2022, des groupes de travail parmi les bénéficiaires afin d'éveiller leurs potentialités cachées. Finis les entretiens personnels... Place, d'ici un an, à la dynamique de groupe. Pour Beat Feurer, il faut «permettre aux bénéficiaires de reprendre leur destin en main en s'émancipant de l'aide sociale».

Bienne mènera ce projet sans l'aide du canton de Berne

Des ateliers d'évaluation des compétences (deux en français et deux en allemand) devraient ainsi être mis sur pied. La Ville entend engager 2,8 millions de francs, sous réserve de l'aval du Conseil de Ville (délibératif) à mi-février, pour ce projet pilote baptisé FocusTravail. Celui-ci sera mené sur trois ans. Le gros des charges concernera les salaires des douze à seize personnes engagées pour mener les ateliers. Les profils recherchés sont des formateurs·trices, des pédagogues et des assistants·tes sociaux·les, dont le travail sera de coraquer deux mille huit cents personnes dans des ateliers menés sur quatre à six semaines à raison de trois demi-journées par semaine.

Deux groupes ciblés

Les nouveaux inscrits·tes à l'aide sociale seront insérés dans ce programme pour leur «éviter une trop grande dépendance», poursuit Beat Feurer. Quelque mille quatre cents personnes seront concernées. A quoi s'ajouteront mille quatre cents inscrits·tes de longue date. Ces ateliers seront munis de stations de travail avec des ordinateurs ainsi que d'un coin pour les entretiens, non plus individuels mais groupés. Pour que chacun·ne puisse «se tenir debout avec ses forces et faiblesses». Un peu comme à l'école ou dans la vie professionnelle où les retours des collègues peuvent sonner plus justes que le vocabulaire des conseillers personnels.

On y apprendra à gérer ses factures et ses assurances, à constituer un budget pour le ménage. Dans un climat baigné de «psychologie positive», nous dit-on, on essaiera de renforcer la confiance de chacun·ne. Mais l'offre sera contraignante. Les inscrits·tes ne pourront y déroger. Comme à l'école, des «devoirs à domicile» seront demandés. «Rien de bien scolaire, des devoirs en lien avec leurs parcours de vie», assure Thomas Michel. La Ville s'attend à ce qu'un tiers des inscrits·tes ne puissent pourtant y participer pour des raisons linguistiques ou de santé. Enfin, une «antenne emploi» sera créée pour réinsérer des personnes pour des jobs de courte durée dans le secteur secondaire. Ou les astreindre à des tâches d'intérêt public (aide à des associations).

Bienne mènera ce projet sans l'aide du canton de Berne, en puisant dans des fondations déjà destinées aux personnes au chômage ou à l'aide sociale. Mais la Ville se réserve la possibilité de relancer le canton plus tard.